



CHAPITRE 165

Loi constituant en corporation les Frères
Maristes de Chicoutimi

[Sanctionnée le 24 mars 1961]

CHAPTER 165

An Act to incorporate Les Frères Ma-
ristes de Chicoutimi

[Assented to 24th March 1961]

Préam-
bule.

ATTENDU que messieurs Louis-Joseph Guay, en religion Frère Aimé-Louis, provincial, de Desbiens, P. Q.; Joseph-Charles-Laurent Potvin, en religion Frère Eudore-Joseph, directeur de l'école secondaire Pie-XII, de Saint-Félicien, P. Q.; Adélar Gagnon, en religion Frère Pierre-Ferdinand, directeur de la maison provinciale de Desbiens, P. Q.; Arthur-Wilfrid Gauthier, en religion Frère François-Marie, directeur de l'école secondaire Dominique Racine, de Chicoutimi, P. Q.; et Paul-Émile Boulet, en religion Frère Benoît-Régis, professeur à l'école secondaire Dominique Racine, de Chicoutimi, P. Q., tous membres de la corporation Les Frères Maristes de Québec, ont, par leur pétition, représenté:

Que Les Frères Maristes de Québec, ont été constitués en corporation en 1944 par la loi 8 George VI, chapitre 84;

Que ladite corporation dirige depuis ladite date dans les diocèses de Québec, Sainte-Anne de la Pocatière, Rimouski, Gaspé et Chicoutimi, des œuvres d'enseignement, de charité, de formation religieuse et autres;

Qu'il convient, en raison de l'augmentation du nombre de frères et des besoins de l'éducation et de l'enseignement, de constituer une nouvelle corporation sous le nom "Les Frères Maristes de Chicoutimi";

WHEREAS Messrs. Louis-Joseph Guay, in religion Brother Aimé-Louis, provincial, of Desbiens, P. Q.; Joseph-Charles-Laurent Potvin, in religion Brother Eudore-Joseph, director of the École secondaire Pie-XII, of St. Félicien, P. Q.; Adélar Gagnon, in religion Brother Pierre-Ferdinand, director of the provincial house of Desbiens, P. Q.; Arthur-Wilfrid Gauthier, in religion Brother François-Marie, director of the École Secondaire Dominique Racine, of Chicoutimi, P. Q., and Paul-Émile Boulet, in religion Brother Benoît-Régis, professor at the École secondaire Dominique Racine, of Chicoutimi, P. Q., all members of the corporation called Les Frères Maristes de Québec, have, by their petition, represented:

That Les Frères Maristes de Québec, was incorporated in 1944 by the act 8 George VI, chapter 84;

That the said corporation has since the said date directed works of education, charity, religious training and other works in the dioceses of Quebec, Ste-Anne-de-la-Pocatière, Rimouski, Gaspé and Chicoutimi;

That it is expedient, considering the increase in the number of brothers and the requirements for education and teaching, to create a new corporation under the name of "Les Frères Maristes de Chicoutimi";

Qu'il convient que les biens situés dans les limites actuelles des diocèses de Chicoutimi, Hauterive et Amos, soient administrés par la nouvelle corporation créée par la présente loi;

Qu'il convient que la nouvelle corporation, sans limiter à cela ses pouvoirs corporatifs, soit spécialement autorisée à acquérir de la corporation Les Frères Maristes de Québec les biens de cette dernière corporation situés dans les limites actuelles des diocèses de Chicoutimi, Hauterive et Amos;

Que Son Excellence Mgr Georges Melançon, évêque de Chicoutimi, a donné son assentiment à la présente loi; et

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Constitution.

1. Messieurs Louis-Joseph Guay, en religion Frère Aimé-Louis, provincial, de Desbiens, P. Q., Joseph-Charles-Laurent Potvin, en religion Frère Eudore-Joseph, directeur de l'école secondaire Pie XII, de Saint-Félicien, Adélar Gagnon, en religion Frère Pierre-Ferdinand, directeur de la maison provinciale de Desbiens, Arthur-Wilfrid Gauthier, en religion Frère François-Marie, directeur de l'école secondaire Dominique Racine et Paul-Émile Boulet, en religion Frère Benoît-Régis, professeur à l'école secondaire Dominique Racine, et les autres personnes qui feront à l'avenir partie de la corporation conformément à ses statuts et règlements, sont constitués en corporation sous le nom de "Les Frères Maristes de Chicoutimi".

Nom.

Siège social.

2. Le siège social de la corporation est à Desbiens, comté du Lac-Saint-Jean, mais il pourra être changé à volonté, par simple résolution de son conseil, pourvu qu'il soit dans la province de Québec; cette résolution n'entrera en vigueur qu'à compter de la publication d'un avis de ce changement dans la *Gazette officielle de Québec*.

Pouvoirs corporatifs.

3. La corporation a, sous le nom ci-dessus, succession perpétuelle, et elle a

That it is expedient that the properties located within the present boundaries of the dioceses of Chicoutimi, Hauterive and Amos be administered by the new corporation created by this act;

That it is expedient that the new corporation, without thereby restricting its corporate powers, be specially authorized to acquire from the corporation called Les Frères Maristes de Québec the properties of the latter located within the present boundaries of the dioceses of Chicoutimi, Hauterive and Amos;

That His Excellency Mgr. Georges Melançon, bishop of Chicoutimi, has approved this act; and

Whereas it is expedient to grant the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Messrs. Louis-Joseph Guay, in religion Brother Aimé-Louis, provincial, of Desbiens, P. Q.; Joseph-Charles-Laurent Potvin, in religion Brother Eudore-Joseph, director of the École secondaire Pie XII of St. Félicien; Adélar Gagnon, in religion Brother Pierre-Ferdinand, director of the provincial house of Desbiens; Arthur-Wilfrid Gauthier, in religion Brother François-Marie, director of the École secondaire Dominique Racine, and Paul-Émile Boulet, in religion Brother Benoît-Régis, professor at the École secondaire Dominique Racine, and such other persons as may hereafter become members of the corporation, pursuant to its rules and by-laws, are constituted a body corporate under the name of "Les Frères Maristes de Chicoutimi".

2. The seat of the corporation shall be at Desbiens, county of Lake St. John, but may be changed at will, by a mere resolution of its council, provided it be in the Province of Quebec; such resolution shall come into force only upon the publication of a notice of the change in the *Quebec Official Gazette*.

3. The corporation, under the above name, shall have perpetual succession and

tous les droits civils et politiques, privilèges, immunités et pouvoirs ordinaires des autres corporations, et particulièrement de celles qui ont une fin spirituelle, religieuse, ou morale.

Pouvoirs.

Notamment, elle peut

a) avoir un sceau commun et le modifier à volonté;

b) accepter, acquérir et posséder, par tous les moyens reconnus par la loi, des droits et des biens mobiliers et immobiliers;

c) ester en justice;

d) administrer ses biens, en retirer des revenus, les louer, les vendre, les échanger, les céder, les aliéner, à quelque titre que ce soit, ou autrement en disposer;

e) contracter des emprunts sur le crédit de la corporation;

f) émettre des obligations ou autres valeurs de la corporation et les donner en garantie ou les vendre, pour les prix et sommes jugées convenables;

g) hypothéquer, nantir, ou mettre en gage, les biens mobiliers ou immobiliers présents ou futurs, de la corporation pour assurer le paiement de ces obligations ou autres valeurs ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage susmentionné dans le présent sous-paragraphe par acte de fiducie, fidéicommiss, conformément aux dispositions du chapitre 280 des Statuts refondus de 1941, et de ses modifications, ou de toute autre manière;

h) hypothéquer ou nantir les immeubles, ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la corporation, ou donner ces diverses espèces de garanties, pour assurer le paiement des emprunts contractés autrement que par émission d'obligations ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats, ou engagements de la corporation;

i) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, ou soit au nom de fiduciaires;

j) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

k) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien de ses membres, des personnes à son service, et de celles qui ont quelque relation avec elle;

all the civil and political rights, privileges, immunities and ordinary powers pertaining to other corporations, and particularly those having a spiritual, religious or moral purpose.

In particular, it may

Powers.

a. Have a common seal and alter it at will;

b. Accept, acquire and possess, according to law, moveable and immoveable property and rights;

c. Appear before the courts;

d. Administer its property and draw the revenues thereof, rent, sell, exchange, cede and alienate the same in any way, or otherwise dispose thereof;

e. Borrow money on the credit of the corporation;

f. Issue bonds or other securities of the corporation and give the same as security or sell them for prices and amounts considered advisable;

g. Hypothecate, mortgage or pledge the moveables or immoveables present or future of the corporation to assure the payment of such bonds or other securities, or give a part only of these guarantees for the same object; and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph by deed of trust under the provisions of chapter 280 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments, or in any other way;

h. Hypothecate or mortgage the immoveable property or pledge or otherwise affect the moveable property of the corporation, or give all such guarantees to assure the payment of loans contracted otherwise than by an issue of bonds as well as the payment or execution of other debts, contracts or undertakings of the corporation;

i. Invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

j. Accept any gift, legacy or other liberality;

k. Provide for the education, instruction, sustenance and support of its members, of persons in its service, and of those connected with it;

l) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à aider à la poursuite de ses fins, les mettre en œuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent, et remplir les obligations qui en découlent;

m) demander, favoriser, et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative ou administrative qui serait de nature à lui profiter directement ou indirectement, et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui peuvent être de nature à nuire directement ou indirectement à ses intérêts;

n) conclure avec toute personne, société ou corporation poursuivant ou se proposant de poursuivre des entreprises, des œuvres ou des opérations qui peuvent lui être profitables, des conventions relatives à une coopération mutuelle et à toutes autres fins similaires; faire partie de tout groupement, devenir membre de toute association ou corporation, ou devenir actionnaire de toute compagnie poursuivant des entreprises ou activités qui peuvent l'aider dans la mise en œuvre de ses pouvoirs;

o) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des œuvres en relation avec ses fins;

p) accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs.

Immeubles non utilisés.

4. La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

Règlementation.

5. La corporation peut adopter des règlements, ordonnances et statuts concernant son organisation, sa gouverne et sa régie, l'admission et l'expulsion de ses membres, la formation de son conseil, le nombre, l'élection et les pouvoirs de ses officiers, les attributions de chacun de ses membres, l'administration de ses biens et de ses affaires et l'emploi de ses fonds, la permanence de son existence, la réalisation de ses objets, et généralement la direction de ses œuvres et l'exercice de tous ses pouvoirs. Tout acte de la corporation

l. Make with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its ends, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

m. Solicit, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

n. Make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or operations which may be advantageous to it, agreements for mutual co-operation and for any other similar purposes; join any group or become a member of any association or corporation or become a shareholder of any company pursuing undertakings or activities calculated to assist it in the exercise of its powers;

o. Associate itself with any corporation pursuing undertakings and works connected with its objects;

p. Do any other thing related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers.

4. The corporation must, within a reasonable delay, dispose of the immovables which, during a period of seven consecutive years, will not have been used for the pursuit of its undertakings.

5. The corporation may make by-laws, ordinances and rules relating to its organization, government and management, the admission and expulsion of its members, the formation of its council, the number, election and powers of its officers, the functions of each of its members, the administration of its property and affairs and the employment of its funds, the perpetuation of its existence, the attainment of its objects, and generally for the direction of its works and the exercise of all its powers. Any act of the corporation in

dans l'exercice des pouvoirs à elle conférés par la présente loi, peut être décidé par simple résolution de son conseil et posé par toute personne autorisée à cette fin par le dit conseil.

the exercise of the powers conferred upon it by this act may be decided upon by a mere resolution of its council and executed by any person authorized for the purpose by the said council.

Autres
pouvoirs.

6. La corporation peut fonder, maintenir, établir, acquérir, posséder, administrer et gérer des couvents, juvénats, noviciats, scolasticats, écoles normales, hospices, orphelinats, maisons d'étude et d'enseignement, maisons de repos, salles publiques, lieux de retraite, centres récréatifs, terrains de jeux, bibliothèques, ainsi que toutes autres œuvres de charité, d'éducation ou œuvres sociales que les besoins du temps nécessitent ou nécessiteront; ériger les constructions qui sont propres à ses fins dans chacune des localités où elle aura un établissement; établir sur ses propriétés, en se conformant aux conditions et formalités requises par la loi, par les règlements du conseil d'hygiène de la province de Québec, et par les autorités municipales, des cimetières, caveaux ou cryptes, pour y déposer la dépouille mortelle des membres ou bienfaiteurs de la corporation ou de toute autre personne liée par quelque relation à la corporation.

6. The corporation may found, maintain, establish, acquire, possess, administer and manage convents, juvenates, novitiates, scholasticates, normal schools, asylums, orphanages, establishments for study and teaching, rest houses, public halls, retreats, recreational centres, playgrounds, libraries and all other charitable, educational or social works now or hereafter required by the needs of the times; erect such buildings as are suitable for its purposes in each locality where it has an establishment, and establish upon its properties, in conformity with the conditions and formalities required by law, by the regulations of the Board of Health of the Province of Quebec and by municipal authorities, cemeteries, vaults or crypts for the disposal of the mortal remains of the members or benefactors of the corporation or of any other person in any way connected with the corporation.

Further
powers.

Acquisition.

7. La corporation peut acquérir, par donation ou autrement, de la corporation constituée par la loi 8 George VI, chapitre 84, sous le nom de la corporation Les Frères Maristes de Québec, tous les biens meubles et immeubles de cette dernière qui sont situés dans les limites actuelles des diocèses de Chicoutimi, Hauterive et Amos, à charge d'assumer toutes les obligations affectant les dits biens, et le pouvoir de cette dernière de consentir telle cession est par les présentes confirmé.

7. The corporation may acquire, by gift or otherwise, from the corporation created by the act 8 George VI, chapter 84, under the name of Les Frères Maristes de Québec, all the moveable and immoveable property of the latter situated within the present boundaries of the dioceses of Chicoutimi, Hauterive and Amos, subject to assuming all the obligations affecting the said property, and the power of the latter corporation to agree to such assignment is hereby confirmed.

Acquisition
of certain
property.

Dissolution
et
compensation.

8. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution; il ne peut non plus demander de la corporation, s'il cesse d'en être membre, de compensation pour le travail accompli alors qu'il était membre.

8. No member of the corporation can demand its dissolution or claim from it on ceasing to be a member thereof, any compensation for work done while he was a member.

Dissolution,
compensation.

Corporations
subsidiaries.

9. Le lieutenant-gouverneur, à la requête de la corporation préalablement autorisée par son conseil, peut émettre sous le grand sceau de la province, des lettres patentes constituant en corporation

9. The Lieutenant-Governor, upon petition by the corporation previously approved by its council, may issue letters patent under the great seal of the Province incorporating, for purposes of reli-

Incorporation
of subsidiaries.

pour des fins de religion, d'enseignement, d'éducation, de charité, de bien-être social, et autres fins que la corporation peut atteindre en vertu des pouvoirs à elle conférés par la présente loi, ou pour l'une ou plusieurs d'icelles, avec les droits, privilèges et pouvoirs mentionnés en la requête et aux conditions y énoncées, toute maison, province, vice-province, conseil, comité, titulaire, organisme ou œuvre de la corporation; un avis de l'émission de telles lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Requête. La requête doit établir la ou les fins de la corporation, son siège social, les pouvoirs, droits ou privilèges mentionnés en la présente loi dont elle jouira, les règles pour l'exercice de ses pouvoirs et pour la désignation de son membre ou, selon le cas, de ses membres et de ses administrateurs. La corporation, constituée par la présente loi, désignera dans ladite requête, toujours sur autorisation de son conseil, un visiteur, et stipulera les droits, pouvoirs et privilèges de ce visiteur relativement aux pouvoirs, à l'administration et à la gestion de la corporation dont la formation sera demandée par ladite requête.

Lettres patentes supplémentaires. Le lieutenant-gouverneur, à la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, et autorisée par son visiteur, peut par lettres patentes supplémentaires modifier les fins et pouvoirs de telle corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice; l'avis de l'émission de ces lettres patentes est aussi publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dissolution. Le secrétaire de la province, à la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, autorisée par son visiteur et par la corporation constituée par la présente loi, peut déclarer telle corporation dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du sixième jour de la publication d'un avis à telle fin dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de dissolution, les biens de telle corporation, après paiement de ses obligations, sont dévolus à la corporation constituée par la présente loi.

Succes-
sion. **10.** Le lieutenant-gouverneur, à la requête de la corporation préalablement

gion, teaching, education, charity, social welfare and other purposes which the corporation may attain under the powers conferred upon it by this act, or for one or more of the same, including the rights, powers and privileges mentioned in the petition and on the conditions therein mentioned, any house, province, vice-province, council, committee, officer, board or undertaking of the corporation; notice of the issuing of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Petition. The petition shall state the object or objects of the corporation, its corporate seat, the powers, rights and privileges mentioned in this act which it is to possess, the rules for the exercise of its powers and for the appointment of its member or members, as the case may be, and of its administrators. The corporation incorporated by this act shall designate in the said petition, always upon authorization of its council, a visitor, and shall specify the rights, powers and privileges of such visitor with respect to the powers, administration and management of the corporation the formation of which is prayed for by the said petition.

Supple-
mentary
letters
patent. The Lieutenant-Governor, upon the petition of a corporation incorporated under this section and authorized by its visitor, may by supplementary letters patent, alter the objects and powers of such corporation as well as the rules established for exercising the same; notice of the issuing of such letters patent shall also be published in the *Quebec Official Gazette*.

Dissolu-
tion. The Provincial Secretary, upon the petition of a corporation incorporated under this section and authorized by its visitor and by the corporation incorporated by this act, may declare such corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. In case of dissolution, the property of such corporation, after payment of its obligations, shall revert to the corporation incorporated by this act.

Succes-
sion. **10.** The Lieutenant-Governor, upon petition previously approved by the

autorisée par son conseil, constituée par la présente loi, peut, par les lettres patentes constituant une corporation sous le régime de l'article précédent, décréter que telle corporation succède à une corporation alors existante, et déclarer cette dernière éteinte, pourvu que cette dernière y ait consenti par son ou ses administrateurs.

council of the corporation incorporated by this act, may, by the letters patent incorporating a corporation under the preceding section, enact that such corporation succeeds a corporation then existing and declare the latter dissolved, provided the latter has agreed thereto by its director or directors.

Succes-
sion.

Le lieutenant-gouverneur, à la requête d'une corporation constituée sous le régime de l'article précédent avec l'assentiment de son visiteur, et l'approbation de la corporation constituée par la présente loi, peut décréter une même disposition en faveur de la corporation requérante et la faire succéder à une semblable corporation qui y a donné son assentiment par son ou ses administrateurs.

The Lieutenant-Governor, upon petition by a corporation incorporated under the preceding section, with the consent of its visitor and the approval of the corporation incorporated by this act, may enact the same provision in favour of the petitioning corporation and cause it to succeed a similar corporation which has agreed thereto by its director or directors.

Succes-
sion.

Saisine.

Dès la date d'émission de telles lettres patentes, la corporation qui succède à la corporation éteinte est saisie de tous ses droits, biens et privilèges, et est tenue de ses obligations; toute disposition de biens faite en faveur de la corporation éteinte est considérée faite à la corporation qui lui succède et toute procédure qui aurait pu être commencée par ou contre la corporation éteinte, peut être valablement commencée ou continuée par ou contre la corporation qui lui succède.

From the date of issuing of such letters patent, the corporation succeeding the corporation dissolved shall be vested with all its rights, property and privileges and bound by its obligations; any disposal of property made in favour of the corporation dissolved shall be considered as made in favour of the corporation succeeding it and all proceedings commenced by or against the corporation dissolved may validly be undertaken or continued by or against the corporation succeeding it.

Seizin.

Déclara-
tion.

La corporation qui succède doit faire enregistrer, suivant les lois d'enregistrement, aux bureaux de la situation des immeubles, une déclaration faisant connaître la transmission d'immeubles résultant de la présente loi et des dispositions de ses lettres patentes, et décrivant suivant la loi les immeubles ainsi transmis.

The succeeding corporation shall cause to be registered in conformity with the laws of registration, at the registry office of the place where the immovables are situated, a declaration showing the transfer of immovables resulting from this act and from the provisions of its letters patent and describing, according to law, the immovables so transferred.

Declara-
tion.

Représen-
tation.

11. La corporation Les Frères Maristes de Chicoutimi est la représentante de ses membres, et peut, en son nom corporatif, mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils pour les biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité

11. The corporation called Les Frères Maristes de Chicoutimi is the representative of its members and may in its corporate name, but for their benefit, exercise their civil rights respecting the property they may own or acquire; it may, either as plaintiff or as defendant or in any other capacity,

Civil
rights of
members.

a) exercer en justice leurs recours qui n'ont pas été institués;

a. exercise their judicial recourse where proceedings have not been commenced;

b) de sa propre autorité, en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux, malgré leur capacité de la continuer.

b. of its own motion and at any stage of the proceedings, continue suits commenced by them despite their capacity to continue the same.

Recours
au cas de
décès acci-
dentel.

La corporation peut aussi exercer à son bénéfice et conjointement avec les autres bénéficiaires, s'il en existe, les recours prévus par la loi au cas de décès accidentel de l'un de ses membres.

The corporation may also exercise for its benefit and in conjunction with the other beneficiaries, if any, such recourses as are provided by law in case of the accidental death of any of its members.

Entrée en
vigueur.

12. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

12. This act shall come into force on the day of its sanction.